Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 11 octobre 2016

Carlos Moedas, commissaire européen à la Recherche, à l'Innovation et à la Science : « Je voudrais être l'ambassadeur du projet ELI-NP ».
Plagiats : le Parlement adopte une loi enlevant au ministère de l'Education les compétences de retirer les titres de docteur.
Elections législatives : les partis finalisent leurs listes de candidats.

Visite en Roumanie du commissaire européen à la Recherche. Carlos Moedas, commissaire européen à la Recherche, à l'Innovation et à la Science, a effectué aujourd'hui une visite à Bucarest où il a rencontré le Premier ministre Dacian Cioloș, le ministre de l'Education, Mircea Dumitru, et le président de l'Académie roumaine, Ionel Valentin Vlad.

Le commissaire européen, accompagné de Mircea Dumitru, s'est rendu à Măgurele pour visiter les installations d'ELI-NP, centre *Extreme Light Infrastructure - Nuclear Physics*, programme de recherche européen destiné à développer les lasers les plus puissants au monde, visité en septembre dernier par le Président de la République française François Hollande « ELI-NP est ouvert au monde, il représente l'ouverture de la science, l'ouverture del'innovation, c'est une application de la science qui compte pour les gens et je pense que c'est un exemple unique, je voudrais être ambassadeur de ce projet », a déclaré l'officiel européen, saluant « l'opportunité extraordinaire » pour la Roumanie de montrer les capacités de ses chercheurs (*Agerpres*). « Ce qui existe déjà ici et ce qu'il y aura dans l'avenir proche est une réussite tout à fait fantastique ; selon tous les standards internationaux, il s'agit de l'un des centres des recherches les plus importants du monde, avec des résultats fascinants », a déclaré à son tour Mircea Dumitru (*Agerpres*).

Carlos Moedas a également participé, aux côtés du Premier ministre roumain, au lancement de l'émission de timbres « Dincolo de frontierele cunoaşterii Laser Valley - Land of lights » (*Au-delà des frontières du savoir Laser Valley - Land of lights*) consacrée au projet ELI-NP, Saluant cette « grande réussite de la Roumanie, de ses gouvernements précédents et de la recherche de haut niveau », le chef du Gouvernement roumain a affirmé que les autorités roumaines souhaitaient utiliser ce projet de recherche comme une « source de développement local ». « C'est une moyen de faire venir à Măgurele des chercheurs d'Europe et du monde entier (...), mais nous voulons aussi développer autour de ce centre de recherche une série d'autres projets appliqués qui puissent conduire au développement économique par la recherche de haut niveau ». Carlos Moedas a par ailleurs salué l'augmentation de 30% du budget de la Roumanie pour la Recherche (*Agerpres*).

Plagiats : le Parlement roumain adopte une loi enlevant au ministère de l'Education les compétences de retirer les titres de docteur. Les médias déplorent le fait que six mois après la réforme entamée par le Gouvernement dans le domaine des doctorats, le Parlement légifère pour l'annuler. Le Gouvernement avait décidé en mars 2016, par l'ordonnance d'urgence OUG 4/2016, de donner la compétence exclusive d'attribuer/retirer les titres de docteurs au Conseil national d'attestation des titres, des diplômes et des certificats universitaires (CNATDCU), une nouvelle entité apolitique, placée sous la tutelle du ministère de l'Education. Le Parlement a entamé, dès la session précédente, une démarche législative visant à retirer ces compétences au CNATDCU, relégué au rôle d'instance d'appel, pour les confier entièrement aux universités, en faisant valoir l'autonomie universitaire.
Le Président Iohannis a renvoyé la loi ainsi adoptée pour réexamen, mais le Sénat a décidé hier de rejeter cette demande et a réadopté le texte sans amendements. Klaus Iohannis a condamné cette adoption et estimé que la décision du Sénat « risquait d'affecter l'analyse impartiale des accusations de plagiats, de plus en plus fréquentes ces dernières années. L'empressement avec lequel on a agi pour modifier la loi de l'Education, sans discussions de

fond et alors que tout le monde réclame intégrité et performance, est pour le moins suspect » (*Adevărul*).

Laura Codruța Kovesi, procureur en chef de la DNA, face aux soupçons de plagiat. Le Conseil national d'attestation des titres, des diplômes et des certificats universitaires (CNATDCU) a été saisi le 7 octobre dernier par Cristian Dogaru, lecteur à l'université de Suffolk (Angleterre), sur un possible plagiat de Laura Codruța Kovesi dans le cadre de sa thèse de doctorat. Le Conseil doit se prononcer dans les 45 jours à venir (*Agerpres, Evenimentul Zilei*, *România TV*). Laura Codruța Kovesi a obtenu son doctorat en 2011 à l'Université d'Ouest de Timișoara, avec distinction « magna cum laudae ». Sa thèse de doctorat a déjà été analysée par le Conseil national d'éthique (CNE), organisme dissout depuis, qui a décidé à l'unanimité que l'ouvrage n'était pas plagié. Cependant, le député Sebastian Ghiță (ancien membre du PSD, actuellement membre du parti Romanie Unie) s'est auto-dénoncé le 27 septembre dernier auprès du Parquet général, prétendant qu'il avait participé en 2012 à la falsification du rapport CNE sur la thèse de Laura Codruța Kovesi (*Mediafax*). Les procureurs du Parquet général ont lancé une enquête « in rem » (contre les faits) pour instigation au faux intellectuel.

Elections législatives. La presse roumaine s'intéresse à la finalisation par les formations politiques qui se présenteront aux élections législatives du 11 décembre prochain des listes de candidats. Alina Gorghiu, présidente du Parti national libéral (PNL), a annoncé que le PNL avait invité une cinquantaine de personnalités (milieux d'affaires, cultures, médias) pour se porter candidats sur les listes des libéraux aux législatives. « Il y a des personnes qui nous ont répondu favorablement. Je pense que nous devons donner un signal de renouvellement du PNL » (*Jurnalul Național*) Le parti social-démocrate compte à son tour parmi ses candidats quelques anciens journalistes (*Evenimentul Zilei*)

Jurnalul Național remarque que les critères d'intégrité initialement par les partis semblent être abandonnés. Liviu Dragnea, condamné pour fraude électorale et poursuivi pour complicité de trafic d'influence, Victor Ponta, poursuivi pour complicité de blanchiment et jugé pour implication dans l'affaire « Turceni-Rovinari », Vlad Cosma, jugé pour trafic d'influence, Titus Corlatean, ancien ministre des Affaires étrangères, impliqué dans l'affaire de l'organisation du vote à l'étranger en novembre 2014, Ecaterina Andronescu, poursuivie pour abus de pouvoir et trafic d'influence dans l'affaire « Microsoft », Olguța Vasilescu, suspectée de prise de pots-de-vin et blanchiment, se retrouveront tous sur les listes du PSD. Călin Popescu Tăriceanu, jugé pour faux témoignage, Dian Popescu, condamné avec sursis pour complicité d'abus de pouvoir, Gigi Chiru, condamné avec sursis pour fraude électorale, Varujan Vosganian, suspecté d'implication dans une affaire de vente frauduleuse de gaz naturel, Aristotel Cărncescu, jugé pour corruption, Andrei Volosevici, poursuivi pour corruption, comptent parmi les candidats annoncés par l'Alliance des libéraux et des démocrates (ALDE). Des hommes politiques impliqués dans des affaires judiciaires - Sebastian Ghiță, Marius Manolache ou Cristian Rizea - se retrouvent sur les listes du parti « Roumanie unie » (PRU).

L'ancien Président Traian Băsescu, président du parti « Mouvement populaire » (PMP) a annoncé qu'il serait « très probablement » candidat à un siège de sénateur, malgré le fait qu'il était poursuivi pour blanchiment (*PRO TV*). Quant à Elena Udrea, ancienne candidate PMP à la présidentielle 2014, elle se porterait candidate en tant qu'indépendante. Elle est jugée dans l'affaire « gala Bute » et poursuivie dans le cadre d'autres affaires (*PRO TV*).

Les partis politiques ont commencé à déposer au Bureau électoral central (BEC) les signatures obligatoires de soutien à leurs candidatures. Le PNL a déposé hier plus de 800 000 signatures de soutien (*Agerpres*), suivi le même jour par l'Union démocrate magyare de Roumanie (UDMR) avec 226 150 signatures (*Agerpres*). Le PSD a déposé aujourd'hui plus d'un million de signatures selon Marian Neacsu, secrétaire général du parti (*Agerpres*). Bogdan Diaconu, président du parti nationaliste « Roumanie unie » (PRU), a annoncé avoir collecté 300 000 signatures de soutien (*Realitatea TV*).

L'Union Sauvez la Roumaine (USR) n'a réussi pour le moment à collecter que 90 000 signatures, le nombre minimum nécessaire étant de 200 000. Clotilde Armand, vice-présidente de l'USR, a dénoncé « l'obstacle à la démocratie », que représentait l'obligation de présenter un nombre aussi élevé de signatures (*PRO TV*).

Motion simple à l'encontre de la ministre de la Justice. Les sociaux-démocrates ont déposé hier une motion simple à l'encontre de Raluca Prună, ministre de la justice, intitulée « Le mensonge aussi peut tuer », dénonçant les déclarations de la ministre faites lors de la réunion du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) du 6 octobre dernier. Selon la presse, Raluca Prună aurait déclaré avoir menti devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour dire que la Roumanie était en mesure d'assurer la construction de sept centres de détention, dont le coût s'élevait à 150 millions d'euros chacun. « Tout cela n'était que de bonnes intentions, puisque nous n'avons pas cet argent », a déclaré la ministre devant les magistrats (*Radio România Actualități*). La Roumanie a été sommée par la CEDH de remédier à la surpopulation carcérale, sous peine de sanctions.

Commémoration de l'Holocauste. Les victimes de l'Holocauste en Roumanie ont été commémorées hier à Bucarest. A cette occasion, une place du centre-ville a été baptisée du nom d'Elie Wiesel, lauréat du prix Nobel de la Paix, survivant de la Shoah, né en Roumanie et décédé cette année aux Etats-Unis (*TVR*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- « Roumanie : champs libres », reportage sur l'agriculture en Roumanie, sera diffusé le 12 octobre dans le cadre de l'émission « Avenue de l'Europe » (*France 3*).

- Le cinéaste iranien Abbas Kiarostami sera mis à l'honneur dans le cadre d'une rétrospective au festival « Les Films de Cannes à Bucarest » du 14 au 23 octobre 2016. A cette occasion, l'actrice Mania Akbari sera l'invitée spéciale (*Agerpres*).

- ***Actualité française reprise dans les médias roumains*** : l'annulation par le Président russe Vladimir Poutine de sa visite en France, en raison des tensions diplomatiques entre Paris et Moscou liées à la guerre en Syrie, est largement reprise dans les médias roumains (*PRO TV*, *DIGI 24*, *Ziare.com*, *Revista 22*, *Ziarul Financiar*).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie